

Le Monde 25-26/1/98

p. 5.

La Grèce annule une mesure discriminatoire

ATHÈNES. Le gouvernement grec a décidé, vendredi 23 janvier, d'abolir une disposition législative qui permet de priver de leur nationalité les Grecs « non ethniquement grecs ». La suppression de l'article 19 du code de la nationalité, réclamée depuis des années par les militants des droits de l'homme, devrait être votée « très prochainement » par le parlement. Cette mesure n'aurait pas d'effet rétroactif. Selon les chiffres officiels, 7 000 membres de la minorité musulmane de souche turque ont été déchus de leur nationalité de 1981 à 1996. La minorité musulmane, forte de 100 000 personnes, est généralement perçue comme une « cinquième colonne » turque. - (AFP.)

Η Ελλάδα καταργεί μέτρο
διακρίσεως.

Η Ελληνική κυβέρνηση αποφάσισε την Παρασκευή 23 Ιανουαρίου την κατάργηση ρατσιστικής διάταξης που εμποδίζει τη βεβαίωση της ιδιότητας σε Έλληνες που δεν είναι "γένους ελληνικού".

Η κατάργηση του άρθρου 19 του κώδικα Ιδιότητες που είχε ζητηθεί εδώ 17 χρόνια από τους υπαλλήλους για τα δικαιώματα του ανθρώπου, θα έπρεπε να ψηφιστεί από το Κοινοβούλιο. Το μέτρο δεν έχει αναδρομική ισχύ. Σύμφωνα με τους αριθμούς 7.000 ήταν τις μουσουλμανικές μειονότητες, τουρκικής προέλευσης εφέτασαν τις ιδιότητες τους από το 1981-1996. Η ισχυρή μουσουλμανική μειότητα που αποτελούν από 100.000 άτομα είναι γενικά περιλαμβανόμενα ως η κορυφή "πέμπτης στήλης".

Trois grands rendez-vous

Au cours des six mois qui viennent, l'Union européenne, présidée par la Grande-Bretagne, devra affronter un programme chargé : les dernières décisions pour le lancement de l'euro, le coup d'envoi des négociations pour l'élargissement, la résolution de la question turque, et une première évaluation des engagements pris en matière d'emploi.

● **L'euro dans un an** : le 2 mai 1998, les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays de l'Union sélectionneront les pays aptes à participer à la monnaie unique. Le 3 mai, les ministres des finances désigneront le président de la Banque centrale européenne et fixeront les parités définitives entre les monnaies. Onze pays sur quinze devraient participer au lancement de la monnaie unique. La Grande-Bretagne, la Suède, le Danemark, parce qu'ils ne le souhaitent pas, ne seront pas dans la première vague. La Grèce non plus, parce que sa situation économique n'est pas conforme aux critères exigés.

● **Le 30 mars : vers l'Europe à vingt-six**. L'UE ouvrira officiellement, fin mars à Londres, le processus de négociations d'adhésion avec dix pays d'Europe de l'Est et Chypre. L'objectif est d'élargir l'Union, lors de la prochaine décennie, aux pays d'Europe centrale et à Chypre. Le chemin est semé d'embûches, car aucun de ces pays n'est prêt et les négociations risquent d'être longues et difficiles. D'autre part,

tout élargissement suppose au préalable une réforme des institutions européennes, de la politique agricole commune, des politiques d'aides structurelles et la définition d'un cadre financier.

Concrètement, l'Union va ouvrir des négociations poussées avec six pays candidats seulement en avril : la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, l'Estonie et Chypre. Les cinq autres pays – Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Roumanie et Bulgarie – resteront provisoirement dans une salle d'attente, faute d'avoir atteint le niveau requis.

En ce qui concerne la question turque, l'avenir de la Conférence européenne, qui doit fournir un cadre politique général aux relations entre l'UE et les pays candidats, y compris la Turquie, est compromis. La Turquie, furieuse de ne pas avoir été retenue parmi les candidats officiels à l'adhésion, a annoncé sa décision de rompre le dialogue politique avec l'UE. La Grande-Bretagne devra donc convaincre Ankara de venir s'asseoir à la table de la Conférence européenne.

● **Juin : penser à l'emploi**. Au sommet européen de Cardiff en juin 1998, Tony Blair demandera à ses collègues de présenter leurs plans nationaux de lutte contre le chômage. Ces plans sont supposés tenir compte des objectifs définis en novembre 1997 à Luxembourg : offrir une formation à tout jeune chômeur de six mois et une activité aux chômeurs de longue durée au bout de douze mois. (AFP)

La violence en Irlande du Nord menace les pourparlers de paix

LA SECRÉTAIRE BRITANNIQUE à l'Irlande du Nord, Mo Mowlam, a affirmé, dimanche 28 décembre, que Londres ne laisserait pas la violence mettre en péril les pourparlers de paix sur l'Irlande du Nord, après la tuerie perpétrée samedi en Ulster en représailles à l'assassinat, quelques heures plus tôt, d'un dirigeant protestant.

« C'est un week-end sinistre – personne ne le nie – mais je pense que nous allons surmonter cela, car d'autres moments difficiles nous attendent dans les mois qui viennent », a déclaré Mo Mowlam sur Sky Television. « Cela ne sera pas facile, et ce que je veux, c'est que nous travaillions ensemble pour montrer que nous pouvons surmonter [cette crise] et que nous ne laisserons pas détruire le processus de paix », a-t-elle ajouté.

L'organisation protestante interdite de la LVF (Force de volontaires loyalistes) a revendiqué, dimanche, l'attentat de Dungannon, en Ulster, au cours duquel un homme a été tué par balles et trois autres ont été blessés devant un hôtel tenu par des catholiques. Selon des témoins, un homme a ouvert le feu devant l'Hôtel Glengannon, tuant sur le coup Seamus Dillon, 45 ans, un militant républicain qui avait purgé quatorze ans de prison pour un meurtre commis en 1980.

Cette fusillade, perpétrée par la

LVF samedi soir, est survenue douze heures après l'assassinat, à la prison de haute sécurité de Maze, près de Belfast, de Billy Wright, dit le « Roi Rat », chef de la LVF. Wright a été tué par des détenus membres de l'Armée nationale de libération irlandaise (INLA), une dissidence de l'IRA, au moment où il était escorté dans la salle des visites de la prison où il purgeait une peine de huit ans.

Trois membres de l'INLA ont été inculpés de « meurtre et possession d'arme », et devaient être présentés, lundi, à un magistrat. Ignorant les appels au calme de Londres et des partis nord-irlandais, la LVF menace de perpétrer d'autres attentats pour venger la mort de son dirigeant. « Cette attaque ainsi que les attaques à venir sont entièrement suscitées par l'attitude des républicains. Cela fait trop longtemps que les protestants voient leur foi, leur culture et leur identité lentement bafouées », affirme un communiqué de la LVF.

Le meurtre de Billy Wright, même si sa personnalité était très controversée dans les rangs du loyalisme en raison de son opposition active et meurtrière au cessez-le-feu protestant, a attisé la colère de cette communauté. Les loyalistes, et à leur suite les unionistes, partisans non armés du maintien de l'Ulster dans le Royaume-Uni, accusaient déjà depuis plusieurs semaines les gou-

vernements de Londres et Dublin d'accorder aux catholiques républicains un régime de faveur en échange de leur trêve, notamment via des mesures de clémence envers leurs prisonniers.

HÉROS DES UNIONISTES

A tel point que les petits partis proches des milices protestantes, composante numériquement faible mais stratégique des pourparlers de paix, ont menacé d'abandonner la table des négociations. Leur boycottage viderait de leur substance les pourparlers censés trouver d'ici à mai 1998 un compromis institutionnel entre partisans et adversaires – majoritaires – de l'unification de l'Irlande. L'absence des représentants des paramilitaires protestants condamnerait en particulier les tentatives de désarmement des milices, de loin l'élément le plus épineux du processus.

L'INLA et la LVF – cette dernière estime que ces discussions conduiront l'Ulster à être absorbée dans la République d'Irlande – ont rejeté la trêve et tentent de faire échouer les négociations. Billy Wright avait survécu à six tentatives de meurtre par l'IRA et aux menaces de mort de la hiérarchie paramilitaire protestante loyaliste, contre laquelle il était entré en rébellion en 1996.

« King Rat », trente-sept ans, sec, musclé, le regard glacial, la

moustache en croc et le cheveu ras, était un héros pour les irréductibles de l'unionisme armé dans son fief de Portadown (centre), mais un « dangereux imbécile » pour les défenseurs du cessez-le-feu protestant et un assassin sectaire redouté qui cristallisait la haine des catholiques. Ce père de quatre enfants, ancien marchand de primeurs que l'IRA avait contraint à fermer boutique, était devenu ces dernières années l'homme à abattre pour tant de gens qu'il ne passait plus jamais deux nuits au même endroit et vivait entouré de gardes du corps.

Deux ans après le cessez-le-feu loyaliste d'octobre 1994, Billy Wright était devenu un traître dans les rangs de l'une des deux grandes milices protestantes. Refusant la trêve, il avait entraîné avec lui au sein de la Force des volontaires loyalistes (LVF) une centaine de membres de la brigade de mid-Ulster de l'UVF, la plus redoutée des bandes terroristes loyalistes. Quatre meurtres de catholiques ont été attribués à la LVF, mais bien d'autres à Billy Wright en particulier, depuis son entrée dans la carrière terroriste à l'âge de dix-huit ans. Il avait passé au total plus de six ans en prison pour hold-up et détention d'armes, et sa dernière incarcération, en mars, faisait suite à une condamnation à huit ans de prison pour menaces de meurtre. (AFP, Reuters.)